

CATHEDRALE NOTRE-DAME DE PARIS

MENUES INTERVENTIONS SUR QUATRE TABLEAUX :

***PORTRAIT EN PIED DE MONSEIGNEUR DE QUELEN, DE PAULINE
PERDREAU***

PORTRAIT EN PIED DE MONSEIGNEUR SIBOUR

MORT DE MONSEIGNEUR AFFRE, DE JACQUES-ÉMILE LAFON

MOÏSE SAUVE DES EAUX

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES SPECIFIQUES

Passé conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1-3° du Code de la commande publique

Cahier des clauses administratives particulières

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1	Nature du marché.....	4
1.2	Objet du marché	4
1.3	Pièces contractuelles.....	4
1.4	Réalisation de prestations similaires.....	5
1.5	Conditions d'exercice des prestations	5
1.6	Sous-traitance	5
1.7	Travail dissimulé	5
1.8	Interlocuteurs référents	5
1.9	Tranches	6
ARTICLE 2	Confidentialité et mesures de sécurité	6
2.1	Confidentialité.....	6
2.2	Communication publique et médias.....	7
2.3	Conséquences du manquement aux obligations de confidentialité	8
2.4	Mesures de sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
ARTICLE 3	PRIX.....	9
3.1	Contenu et disposition générales.....	9
3.2	Forme du prix	9
3.3	Etablissement du mois zéro (m_0).....	9
3.4	Modalités d'actualisation des prix.....	9
ARTICLE 4	Conditions d'exécution des prestations : démarche environnementale	10
ARTICLE 5	Durée du marché - Délais d'exécution	10
5.1	Durée du marché	10
5.2	Début du délai d'exécution.....	11
5.3	Achèvement de la mission.....	11
ARTICLE 6	Pénalités.....	11
6.1	Conditions d'application des pénalités.....	11
6.2	Pénalités pour manquements aux conditions d'exécution des prestations.....	11
6.3	Pénalités pour retard dans la remise de documents.....	12
ARTICLE 7	Règlement des comptes	13
7.1	Délais de paiement – Généralités.....	13
7.2	Présentation des demandes de paiement	13
7.3	Modalités de versement.....	14
7.4	Avance.....	14
7.5	Acomptes	15
7.6	Solde	15
ARTICLE 8	Retenue de garantie.....	16
ARTICLE 9	Résiliation du marché – Mesures coercitives	16
ARTICLE 10	Cession des droits de propriété intellectuelle sur les dossiers d'intervention.....	17
10.1	Détermination du prix forfaitaire du Rapport d'intervention	17

10.2	Cession des droits sur le Rapport d'intervention.....	17
10.3	Etendue des droits cédés.....	17
10.4	Qualité de cessionnaire de la Drac Île-de-France.....	20
10.5	Territoire et durée	20
10.6	Exclusivité.....	20
10.7	Garanties	21
10.8	Rémunération.....	21
10.9	Droit moral.....	22
10.10	Résiliation	22
10.11	Prestations réalisées par la Drac Île-de-France et confiées au Titulaire	22
10.12	Litige.....	22
ARTICLE 11	Protection des données à caractère personnel	23
11.1	Description du traitement de données à caractère personnel	23
11.2	Obligations du Titulaire.....	23
11.3	Obligations du Pouvoir adjudicateur.....	26
ARTICLE 12	Clauses diverses.....	27
12.1	Assurances.....	27
12.2	Recours en cas de litige et langues.....	27
ARTICLE 13	Dérogations aux documents généraux.....	27
ARTICLE 14	Visas.....	28

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 NATURE DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses administratives particulières porte sur un marché de services spécifiques, tels que listés à l'annexe 3 du code de la commande publique :

CPV 92311000 – œuvres d'art

Le présent marché est conclu sans allotissement.

1.2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne l'opération suivante :

Cathédrale Notre-Dame de Paris (75004)

Menues interventions sur quatre tableaux :

Portrait en pied de monseigneur de Quelen, de Pauline Perdreau, n° d'inventaire : NDP0636

Portrait en pied de monseigneur Sibour, n° d'inventaire : NDP0637

Mort de monseigneur Affre, de Jacques-Emile Lafon, n° d'inventaire : NDP0757

Moïse sauve des eaux, n° d'inventaire : NDP0791

Localisation permanente : Cathédrale Notre-Dame de Paris

Les tableaux sont désignés ci-après sous le terme d'« œuvres ».

Les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations telles qu'elles sont décrites et spécifiées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif à ces prestations.

1.3 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Fiches d'inventaire des 4 tableaux
 - Annexe 2 : Fiches Palissy des 3 tableaux protégés
 - Annexe 3 : Trois rapports de restauration antérieure
 - Annexe 4 : Présentations graphiques du site (photographies et plans) ;
- Le bordereau de prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le cadre de mémoire justificatif du candidat ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) en application de l'arrêté du 30 mars 2021 ;

1.4 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le Pouvoir adjudicateur pourra confier au Titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau du marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent du marché.

1.5 CONDITIONS D'EXERCICE DES PRESTATIONS

Le Titulaire s'engageant à une **obligation de résultat**, il lui appartient de définir en fonction des informations fournies par le Pouvoir adjudicateur, les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Le Titulaire s'engage, si cela était nécessaire pour mener à bien sa mission, à augmenter ses moyens techniques et l'effectif de ses équipes sans accroissement de sa rémunération.

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution des prestations confiées sont réputées incluses dans le marché, y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique, et sauf exclusion expresse. Le Titulaire est tenu à une **obligation de conseil** portant sur tous les aspects du service qui lui est confié, qui sera entendue de la manière la plus générale qui soit et l'obligera à attirer l'attention de la personne publique dans des délais raisonnables sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité, quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

1.6 SOUS-TRAITANCE

Les dispositions du Code de la commande publique (articles L2193-1 à 14 et R2193-1 à 22) et de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (modifiée par la loi 2001-1168 du 12 décembre 2001) sont applicables.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par arrêté du l'arrêté du 30 mars 2021.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, le Pouvoir adjudicateur, qui approuve le sous-traitant de rang inférieur, exigera du sous-traitant dit de 1^{er} rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

1.7 TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions des articles L.8221-1 à L.8221-6-1 du Code du travail, le Titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au Pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D.8222-5 et/ou D.8222-7 du Code du travail.

1.8 INTERLOCUTEURS REFERENTS

Le Pouvoir adjudicateur désigne un interlocuteur référent pour l'exécution du présent marché :

Marie-Hélène Didier, conservateur général des monuments historiques, ci-après désignée « Le Conservateur »

marie-helene.didier@culture.gouv.fr

et deux interlocuteurs référents pour le suivi administratif et financier du présent marché :

Mathilde Bachot, Chargée des affaires administratives et financières

Mathilde.bachot@culture.gouv.fr

Carolina Ferreira, Régisseuse d'œuvres

Carolina.ferreira@culture.gouv.fr

Le Pouvoir adjudicateur procède au constat de l'avancement des prestations, conformément à l'article 2.7.7 du CCTP. Il est également susceptible de formuler des observations, d'apporter des précisions ou d'orienter des choix techniques, mais aussi de définir les modalités organisationnelles et de coordination des prestations.

1.9 TRANCHES

Sans objet.

ARTICLE 2 CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

2.1 CONFIDENTIALITE

En application de l'article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire est tenu à la confidentialité s'agissant de tous les renseignements relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour l'exécution du présent marché, au fonctionnement des services du Titulaire, du Pouvoir adjudicateur et des intervenants désignés dans le présent marché. Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Il s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

Le Titulaire s'engage ainsi à traiter de manière strictement confidentielle l'ensemble des informations et documents (ci-après les « Informations confidentielles ») transmis par le Pouvoir adjudicateur ou les conseils et fournisseurs¹ qu'il missionne pour mener à bien les prestations objet présent marché.

La présente clause couvre également les informations et documents relatifs au présent marché auxquels le Titulaire a pu avoir accès préalablement à la signature du marché.

Sont notamment considérées comme Informations confidentielles :

¹ A titre non exhaustif, les conseils et fournisseurs missionnés par le Pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché est l'ensemble des services de l'État compétents, les sociétés de prestations intellectuelles, les entreprises de travaux et de services, les affectataires, etc.

- tous les documents, informations, prévisions, de quelque nature qu'ils soient, qui ont été ou seront portés à la connaissance du Titulaire ;
- tous les éléments communiqués par écrit, oralement, électroniquement ou par tout autre support, ainsi qu'à l'occasion de discussions, de négociations ou de rencontres avec le Pouvoir adjudicateur ou ses conseils et fournisseurs¹ ;
- toutes les analyses, études, propositions et autres documents que le Pouvoir adjudicateur ou ses conseils et fournisseurs¹ auraient fournis et qui incorporeraient, feraient mention ou résulteraient des informations citées ci-dessus.

Le Titulaire s'engage :

- à n'utiliser les Informations confidentielles que dans le seul but de réaliser la mission qui lui est confiée dans le cadre du présent marché ;
- à ne pas utiliser ou permettre d'utiliser les Informations confidentielles pour son propre compte ou pour le compte de tiers à d'autre fin que ladite mission ;
- à ne divulguer les Informations confidentielles qu'à ses représentants, salariés, ayants-droits, sous-traitants et fournisseurs directement en charge de ladite mission, et à demeurer garant du respect de l'obligation de confidentialité de ces informations divulguées ;
- à prendre toutes les dispositions pour soumettre les Informations confidentielles au même dispositif de confidentialité que ses propres documents et informations les plus sensibles ;
- à prendre toutes les mesures pratiques et éventuellement juridiques pour empêcher toute divulgation des Informations confidentielles sous quelque forme que ce soit, autre que celle permise par le présent marché.

Toute information confidentielle qui devrait être fournie par le Titulaire à une autorité administrative ou judiciaire en vertu de la loi ou de la réglementation et qui concernerait le présent marché sera fournie sous réserve d'avoir été préalablement agréée par le Pouvoir adjudicateur.

Ces obligations ne s'appliquent pas aux renseignements relevant du domaine public.

2.2 COMMUNICATION PUBLIQUE ET MEDIAS

Le Pouvoir adjudicateur peut librement communiquer tout ou partie des Informations confidentielles à des tiers. Le Pouvoir adjudicateur qui décide de communiquer sur la restauration des œuvres peut, dans ce cadre, être amené à communiquer sur des éléments relatifs au présent marché, dans le respect du secret des affaires. Il veille alors à ne pas compromettre la sécurité et la sûreté du site et des locaux de l'intervention.

En revanche, le Titulaire doit obtenir l'autorisation du Pouvoir adjudicateur avant toute communication de tout ou partie des Informations confidentielles à des tiers. Afin d'obtenir une telle autorisation, le Titulaire devra indiquer au Pouvoir adjudicateur la ou les informations qu'il entend communiquer, le destinataire et le contexte de communication.

Le cadre d'application du présent article concerne notamment :

- les journalistes et organes de presse ;
- les colloques, conférences ou salons professionnels ;

- les organes de communication institutionnels du Pouvoir adjudicateur la Préfecture de la région Île-de-France (PRIF) incluant la DRAC Île-de-France, et des services et établissements du ministère de la Culture, incluant le cas échéant leurs sites internet et les réseaux sociaux ;
- les organes de communication institutionnels du Diocèse de Paris, incluant le cas échéant son ou ses sites internet et les réseaux sociaux ;
- les photographies ou vidéos prises sur le lieu d'exécution de la mission.

En outre, aucune communication au sujet du présent marché n'est autorisée à titre commercial ou personnel par les représentants, ayant-droits, salariés, prestataires, sous-traitants et/ou fournisseurs, notamment sur les réseaux sociaux.

2.3 CONSEQUENCES DU MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

En application de l'article 41.1 j) du C.C.A.G.-F.C.S, tout manquement aux obligations relatives à la confidentialité entraînera la résiliation du présent marché.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

2.4 MESURES DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de santé et de sécurité des personnes et des biens.

Conformément à la réglementation en vigueur, la maîtrise d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du Titulaire, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention relatif aux prestations du contrat.

Si le Titulaire contrevient aux obligations légales et réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement, le Pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute, après mise en demeure préalable.

Notamment, toute personne relevant du Titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Par dérogation à l'article 5.3 du CCAG FCS, les mesures de sécurité sont énoncées dans le plan de prévention et par tout moyen dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le plan de prévention des risques professionnels sera établi à la notification du marché, avant toute intervention sur le site. Il pourra être renouvelé à la demande du Pouvoir adjudicateur, à tout moment de la durée du marché sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

ARTICLE 3 PRIX

3.1 CONTENU ET DISPOSITION GENERALES

Le présent marché est conclu à prix globaux et forfaitaire.

Le prix du marché est hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Le prix rémunérant les prestations du marché comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ces frais incluent notamment ceux relatifs : aux déplacements, aux frais de panier ou d'hébergement éventuels, à la reprographie, aux frais de secrétariat, etc.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

3.2 FORME DU PRIX

Les prix sont **fermes, actualisables**.

3.3 ETABLISSEMENT DU MOIS ZERO (M₀)

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m₀. Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, le mois m₀ correspond à la date prévisionnelle de remise des offres, soit le mois suivant :

Mai 2025

Si la procédure de passation fait l'objet d'une négociation, le mois m₀ est établi à cette même date.

3.4 MODALITES D'ACTUALISATION DES PRIX

Le prix ferme peut être actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois m₀ et le mois d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation C_i, donné par la formule suivante :

$$C_i = I_m / I_0$$

dans laquelle :

- I₀ est l'indice *ICHT-M - Activités spécialisées, scientifiques, techniques* du mois m₀
- I_m est l'indice *ICHT-M - Activités spécialisées, scientifiques, techniques* du mois d'exécution des prestations.

L'indice utilisé pour le calcul de l'actualisation est publié sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (<https://www.insee.fr>). Ses références sont les suivantes : *ICHT-M - Activités spécialisées, scientifiques, techniques, base 100 en 2008, identifiant de l'INSEE : 001565195*.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

ARTICLE 4 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS : DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire met en œuvre les actions suivantes en fonction de leur pertinence par rapport à son contrat :

- Utiliser des matériaux à faible empreinte environnementale comme des matériaux biosourcés ou géosourcés;
- Recourir à la filière courte ;
- Respecter la biodiversité;
- Élaborer une stratégie d'efficacité énergétique ;
- Assurer la gestion et la traçabilité des déchets au cours du contrat

Notamment, le Titulaire, au cours de l'exécution des prestations :

- S'assure, conformément à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement, en lien avec le producteur de déchets, de la caractérisation des déchets, et de la prise de toutes les dispositions exigées en matière de stockage, d'étiquetage et de transports
- Sensibilise l'ensemble de son personnel présent sur le site, avant le démarrage de la prestation, et régulièrement pendant son déroulement, aux bonnes pratiques de gestion des déchets et de respect de l'environnement
- S'assure du maintien d'un chantier propre après l'exécution des prestations
- Respecte les interdictions réglementaires, au rang desquelles figurent notamment l'interdiction de brûler des déchets issus directement ou indirectement de la prestation, l'interdiction d'abandonner ou d'enfouir des déchets sur ou en dehors du site d'intervention et l'interdiction de déverser des déchets solides ou liquides dans les réseaux d'assainissement.

ARTICLE 5 DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION

5.1 DUREE DU MARCHE

La durée globale indicative du marché est estimée à un maximum de :

6 (six) mois.

Avec les précisions calendaires suivantes :

- Les interventions dans la sacristie ont lieu obligatoirement en septembre et octobre 2025.
- Les interventions dans la salle basse de la tour sud ont lieu obligatoirement entre le 15 juillet et le 31 août 2025. La durée d'intervention est de 3 jours, installation et replis compris.

La remise des rapports d'intervention interviendra au maximum 2 mois après les interventions.

5.2 DEBUT DU DELAI D'EXECUTION

Conformément à l'article 13.1. du CCAG-FCS le délai d'exécution des prestations du présent marché démarre à la notification du contrat.

5.3 ACHEVEMENT DE LA MISSION

Le Pouvoir adjudicateur établit une décision d'admission, qu'il notifie au Titulaire, conformément à l'article 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 6 PENALITES

6.1 CONDITIONS D'APPLICATION DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités concernent d'une part, les manquements aux conditions d'exécution des prestations et, d'autre part, les retards dans la remise de documents.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai est expiré.

Lorsque le délai dont dispose le Titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du Titulaire.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du Pouvoir adjudicateur du fait des manquements du Titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ou du retard qu'il aurait pris ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des pénalités est calculé en valeur m0 et n'est ni révisé, ni actualisé.

6.2 PENALITES POUR MANQUEMENTS AUX CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.2.1 Défaut de suivi des observations de la conservatrice

En cas de manquement constaté dans la mise en œuvre des observations formulés par la conservatrice, le Pouvoir adjudicateur saisit le Titulaire par simple demande écrite. Une pénalité forfaitaire de 100€ peut alors être appliquée par manquement.

6.2.2 Défaut de sûreté ou de sécurité

En cas de manquement constaté dans la mise en application des mesures de sûreté ou de sécurité applicables sur le site de restauration, le Pouvoir adjudicateur saisit le Titulaire par simple demande écrite. Une pénalité journalière de 1000€ peut alors être appliquée par manquement.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 15 % du montant du marché.

6.2.3 Mauvaise utilisation des équipements mis à disposition

Le Titulaire est tenu de respecter les conditions d'usage prévues pour les équipements mis à sa disposition. En cas de manquement entraînant la panne de l'équipement, le Pouvoir adjudicateur saisit le Titulaire par simple demande écrite. La pénalité issue de la somme des montants suivants peut alors être appliquée :

- remise en service ou remplacement de l'équipement rendu défectueux ;
- dans le cas où l'absence momentanée de l'équipement est critique, frais de mise à disposition d'un équipement de substitution pendant la période d'indisponibilité ;
- somme forfaitaire supplémentaire de 500€.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché.

6.2.4 Absence à une réunion

En cas d'absence non-excusee à une réunion à laquelle il aurait été convoqué, le Titulaire est passible d'une pénalité forfaitaire de 100€.

6.3 PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS

6.3.1 Dispositions générales

Il est précisé que les documents exigibles par le Pouvoir adjudicateur au titre du Code du travail et des assurances doivent être renouvelés tous les six (6) mois par le Titulaire.

6.3.2 Rapports d'intervention

En cas de retard de plus de trente (30) jours dans la remise du rapport de restauration d'une œuvre, à compter du constat de l'achèvement de sa restauration par le Pouvoir adjudicateur, la pénalité suivante peut être appliquée : 100€ par jour de retard.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché.

6.3.3 Preuves de qualification et de compétence des travailleurs

Sur demande écrite du représentant du Pouvoir adjudicateur, en recommandé avec accusé de réception, le Titulaire produira les documents justifiant de la qualification, à la compétence et à l'expérience des travailleurs employés.

Une pénalité journalière de 150€ peut être appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du Pouvoir adjudicateur aura fixé dans son courrier.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché.

6.3.4 Travail dissimulé

Sur demande écrite du représentant du Pouvoir adjudicateur, en recommandé avec accusé de réception, le Titulaire produira les documents visés à l'article 1.7 du présent document (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité journalière de 150€ peut être appliquée en

cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du Pouvoir adjudicateur aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du code du travail, le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

6.3.5 Sous-traitance

En cas de retard dans la remise de documents relatifs à la sous-traitance et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-FCS, la pénalité suivante peut être appliquée : 150€ par jour de retard. Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché.

6.3.6 Production des attestations d'assurance

Conformément à l'article 12.1 du présent document, le Titulaire est tenu de communiquer ses attestations d'assurances au Pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat, puis tous les 6 mois.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante peut être appliquée : 100€ par jour de retard.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché.

ARTICLE 7 REGLEMENT DES COMPTES

7.1 DELAIS DE PAIEMENT – GENERALITES

Conformément à l'article R2192 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de :

30 (trente) jours.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 (quarante) euros.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11 CCAG-FCS.

7.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les identifiants du Pouvoir adjudicateur, destinataire des factures, sont les suivants sur le portail :

Siret de l'ETAT : 110 002 011 000 44

code service : CGF0000075.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Il est demandé au Titulaire d'**indiquer ses coordonnées bancaires sur la facture ainsi que le numéro d'engagement juridique (EJ) à 10 chiffres** qui figure sur l'acte d'engagement qui lui a été notifié.

7.3 MODALITES DE VERSEMENT

Le Pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du Titulaire, à l'établissement bancaire suivant :

Titulaire – Joindre un RIB (à préciser)	
Original	
Compte au nom de :	
Nom Banque :	
Code banque :	
Code guichet :	
Numéro :	
Clé RIB :	
Adresse agence :	

Toutefois, en application de l'article 6 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le Pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Il est précisé que les versements s'effectueront en euros, par la voie du mandat administratif.

7.4 AVANCE

7.4.1 Champ d'application

Lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution est supérieur à deux mois en application de l'article R2191-3 du Code de la commande publique, le Titulaire peut bénéficier d'une avance forfaitaire, sauf s'il y renonce expressément dans l'acte d'engagement du présent marché.

Le taux de l'avance applicable au Titulaire et à ses sous-traitants est le suivant :

30%

Le montant de l'avance est calculé en valeur m_0 et n'est ni révisé, ni actualisé.

7.4.2 Avance versée au Titulaire

Le montant de l'avance est calculé par application du taux prévu à l'article 7.4.1 au montant du marché, diminué du montant des prestations sous-traitées.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le maître d'œuvre au titre du marché atteint ou dépasse 50% (cinquante pour cent) du montant du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% (quatre-vingt pour cent) du montant du marché.

7.4.3 Avance versée aux sous-traitants

Une avance peut être versée aux sous-traitants, sur leur demande, lorsque le montant de leurs prestations est au moins égal à 50 000 € HT. Le montant de cette avance est calculé par application du taux prévu à l'article 7.4.1 au montant des prestations sous-traitées.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 50% (cinquante pour cent) du montant des prestations qu'il sous-traite. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% (quatre-vingt pour cent) du montant des prestations sous-traitées.

7.4.4 Délai global de paiement

Le délai global de paiement de 30 jours court à compter de :

- la notification du marché pour l'avance du Titulaire ;
- l'acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant pour l'avance du sous-traitant.

7.5 ACOMPTES

7.5.1 Dispositions générales

Le règlement des sommes dues au Titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées, exprimé en pourcentage d'avancement par élément de mission.

7.5.2 Délai global de paiement

La date de réception par le Pouvoir adjudicateur de la demande de paiement effectuée par le Titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement de 30 jours.

Toutefois, tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivée suspend le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

En outre, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

7.6 SOLDE

Le règlement du solde est effectué en application de l'article 11.7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8 RETENUE DE GARANTIE

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le Titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

ARTICLE 9 RESILIATION DU MARCHE – MESURES COERCITIVES

Le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG-FCS (articles 38 à 45 inclus) avec les précisions et dérogations suivantes :

9.1.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le Pouvoir adjudicateur décide la cessation définitive, partielle ou totale, de la mission du Titulaire pour motif d'intérêt général, le Titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il est exclu toute indemnité forfaitaire, compte-tenu que les frais d'investissement sont identifiés en tant que tels dans le bordereau de prix mixtes et que le Pouvoir adjudicateur s'engage à un délai de prévenance minimal. S'il décide de mettre fin de manière anticipée au marché, il notifie sa décision au Titulaire dans un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois avant la date à laquelle il est mis fin aux prestations.

Ainsi, l'éventuelle indemnisation du Titulaire se limite à la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il incombe alors au Titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

9.1.2 Résiliation aux torts du Titulaire

Par dérogation à l'article 43.3 du CCAG-FCS, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché est résilié sans indemnité pour le Titulaire et la fraction des prestations déjà accomplies par le Titulaire et acceptées par le Pouvoir adjudicateur est rémunérée avec un abattement de cinq pour cent (5%). Le pourcentage d'abattement est fixé à 10% (dix pour cent), si la résiliation est prononcée dans les cas prévus aux c), j) et k) de l'article 41.1 du CCAG-FCS.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le Titulaire est défaillant et le délai dans lequel il d'où y remédier.

Dans le cas où le Titulaire ne parviendrait pas à satisfaire aux obligations ayant fait l'objet de la mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire par le Pouvoir adjudicateur sur simple décision notifiée dans les conditions de l'article 41.2 du CCAG-FCS. La fraction de l'élément de mission déjà exécutée serait alors rémunérée et le Titulaire n'aurait droit à aucune indemnité.

9.1.3 Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

ARTICLE 10 CESSIION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE SUR LES DOSSIERS D'INTERVENTION

A l'issue de la restauration et au plus tard deux mois après la réunion constatant cet achèvement, le Titulaire remet au Pouvoir adjudicateur un dossier de restauration. Celui-ci contient notamment des illustrations photographiques de l'état de l'œuvre avant, pendant et après la restauration ainsi que les produits utilisés.

10.1 DETERMINATION DU PRIX FORFAITAIRE DU RAPPORT D'INTERVENTION

La notion de « prix forfaitaire du dossier de restauration » correspond à la rémunération due au Titulaire pour :

- la rédaction proprement dite du Rapport d'intervention
- la remise du document précité dans les quantités et sous les formes fixées dans le cahier des clauses techniques particulières
- la cession des droits sur ce document dans les conditions fixées à l'article 10.9 du présent CCAP.

Le prix de ce dossier d'intervention est indiqué dans la décomposition des prix globale et forfaitaire.

10.2 CESSIION DES DROITS SUR LE RAPPORT D'INTERVENTION

Le Titulaire cède, dans les conditions énoncées ci-après, les droits de propriété intellectuelle attachés au(x) rapport(s) d'intervention rédigé(s), photographies comprises, dans le cadre du présent contrat (ci-après les « prestations »).

10.3 ETENDUE DES DROITS CEDES

La présente cession comprend le droit de reproduction, de représentation et d'adaptation des « prestations » sur tous supports et par tous vecteurs, modes et procédés connus et inconnus à ce jour et notamment l'exploitation directe ou dérivée, adaptations et formats, par voie

d'imprimerie, optique, magnétique, opto-chimique, électronique électromagnétique, photonique, bionique, sur papier, film, cassette, vidéodisque, disque optique numérique (dont notamment CD, CD-ROM, DVD, DVD-Rom, HDVD, Blu-Ray), ou tout autre support actuel ou futur à des fins de reproduction, fabrication, location, vente, diffusion, télédiffusion ou projection en salle, usage privé et de tous droits qu'impliquent l'exercice des droits cédés. Le droit de reproduction comprend encore le droit de reproduire et faire reproduire tout ou partie des « prestations » sur tous supports, actuels ou futurs, et notamment:

- le droit de fabriquer, reproduire, distribuer, diffuser les « prestations » et ce, sans réserve d'aucune sorte;
- le droit de numériser les « prestations », de les mettre en mémoire sur tout support, de moduler, compresser, décompresser ou utiliser tous les autres procédés techniques de même nature à l'égard des « prestations » numérisées pour les besoins de leur stockage,
- leur transfert, leur traitement informatique, leur adaptation et/ou leur exploitation;
- le droit de modifier, reformater, d'extraire, d'incorporer les « prestations », ou tout élément des « prestations ».
- Le droit de représentation comprend notamment la communication au public des « prestations » par tous procédés et moyens connus et inconnus à ce jour et notamment par voie de présentation et projection publiques, diffusion par tous procédés, notamment numérique (télédiffusion par voie hertzienne (numérique ou analogique, cryptée ou non, payante ou non) ou terrestre, satellite, fil, câble, télématique, intranet, extranet, Internet, WAP, ADSL, VOD, et plus généralement tout service électronique distant en ligne ou hertzien, etc.) et transmission et télétransmission dans un lieu public ou privé,

Le droit d'adaptation comprend:

- le droit d'effectuer la reproduction, la représentation et la publication par fragments ou par extraits des « prestations », par les modes et procédés prévus aux paragraphes ci-dessus et ce y compris pour la publicité et la promotion;
- le droit d'assembler et d'intégrer les « prestations », ou tout élément les composant pris isolément, dans toute autre œuvre, élément, produits dérivés ou document, et ce par tout moyen et selon tout procédé technique ou artistique, et notamment le droit d'utiliser en tout ou partie les « prestations » afin de créer les produits et services énoncés à l'article 10.4 ci-après;
- le droit de réduire ou d'agrandir les « prestations », ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément afin de les adapter au support sur lequel elles sont reproduites et représentées;
- le droit de modifier, faire évoluer, et décliner les « prestations », ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément, notamment sous toute forme, couleur, proportion, figuration, scénographie;
- le droit d'éditer tout service électronique, reproduisant représentant ou incorporant les « prestations », ou tout élément les composant ou s'y intégrant pris isolément;
- le droit de produire, fabriquer, réaliser, développer, assembler directement ou indirectement, selon toute modalité technique les « prestations », ou tout élément les

composant ou s'y intégrant pris isolément sur tout produit et matériel destiné à la vente,

- la location, la distribution et plus généralement destiné à toute exploitation commerciale ou non commerciale.

Plus généralement, le droit d'adaptation comprend également le droit d'adapter tout ou partie des « prestations », les faire évoluer en les déclinant, les modifier pour un usage, une finalité ou un contrat particulier, sous quelque forme que ce soit.

La cession des droits d'exploitation commerciale des Photographies peut être envisagée séparément du présent contrat. Le cas échéant lesdits droits sont cédés :

- à l'Acheteur au moyen d'un accord indépendant conclu avec le Titulaire ;
- aux services bénéficiaires du ministère de la culture ou les établissements sous sa tutelle ou aux services du Dicoèse de Paris, via un accord avec le Titulaire, direct et indépendant du présent contrat.

Exploitations envisagées

Il est entendu que les « prestations » pourront être exploitées d'une part, pour les besoins du présent marché et/ou de toute autre procédure de commande publique et d'autre part :

- aux fins de toutes actions à titre non commercial, de promotion, de publicité, de communication et/ou d'information, quel que soit leur objet, afférentes aux activités tant de la Drac Île-de-France en tant que service de la Préfecture régionale d'Île-de-France, que des tiers désignés ci-après dans l'article ;
- aux fins de la production, réalisation, promotion et distribution de tout type de produits et services dérivés et de produits et services souvenirs mais également de produits/services culturels et pédagogiques ;
- dans le cadre de campagnes de communications institutionnelles et scientifiques et de publications non commerciales de l'Acheteur et desdits tiers. Les exploitations peuvent consister en la publication dans tous types d'écrits (notamment les revues internes, brochures, dossiers et communiqués de presse, réseaux internes, intranet et Internet), en la présentation dans le cadre de colloques et conférences, et sur les sites du pouvoir adjudicateur, tous sites d'information ou tous sites en lien avec les missions de service public de l'Acheteur.
- plus généralement aux fins de la réalisation des missions statutaires de la Drac Île-de-France.

Les organismes désignés ci-dessous ont la qualité de tiers au contrat bénéficiant des mêmes droits et soumis aux mêmes obligations que l'Acheteur pour l'exploitation des « prestations » :

- l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame (EPRNDP)
- le Diocèse de Paris
- Le Centre des monuments nationaux (CMN)

- la médiathèque du patrimoine et de la photographie (MPP)
- le Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF)
- les autres services du ministère de la culture et les établissements publics sous sa tutelle.

D'une manière générale, les droits comprennent tous droits ci-dessus visés et tous autres droits dérivés consistant à utiliser la reproduction ou la représentation des « prestations » ou de leur exploitation par prêt, location et autre mise à disposition à distance ou non, ou à adapter, reproduire et représenter tout ou partie des « prestations » pour donner forme ou ornement à tout objet ou service, et plus généralement tous droits qu'impliquerait l'exercice plein et entier des droits objets de la présente cession.

10.4 QUALITE DE CESSIONNAIRE DE LA DRAC ÎLE-DE-FRANCE

En conséquence de la présente cession, la Drac Île-de-France acquiert la qualité de cessionnaire pour utiliser et exploiter les « prestations » qui en sont l'objet dans les conditions énoncées ci-dessus.

La Drac Île-de-France se réserve le droit de céder ou de concéder à tout tiers de son choix tout ou partie des droits et des obligations de la présente cession à titre exclusif ou non. Cette cession éventuelle des droits par la Drac Île-de-France, quels qu'en soient les motifs et les modalités, ne pourra donner lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire

La Drac Île-de-France aura le droit d'engager, à ses risques et périls, toutes les poursuites judiciaires ou voies d'exécution nécessaires à la protection des droits qui lui sont cédés notamment en contrefaçon, concurrence déloyale, parasitisme ou tout autre fait délictuel ou préjudiciable aux droits ou à l'image de la Drac Île-de-France.

10.5 TERRITOIRE ET DUREE

La cession des droits visés ci-dessus est réputée s'effectuer au fur et à mesure de la réalisation des « prestations » par le Titulaire.

Cette cession vaut pour le monde entier, pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle telle qu'elle résulte des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des conventions internationales ratifiées par la France, y compris les cas de prolongation éventuelle de cette durée.

10.6 EXCLUSIVITE

Par dérogation à l'article 37.2.1 du CCAG-FCS, la cession de droits objet du présent article est accordée à titre exclusif par le Titulaire à la Drac Île-de-France.

En vertu de cette exclusivité, le Titulaire s'engage à n'utiliser en aucun cas, directement comme indirectement, les « prestations », et à ne communiquer en aucune circonstance ses travaux réalisés dans le cadre du présent marché (y compris les travaux préparatoires et intermédiaires) à un tiers sans l'accord écrit préalable de la Drac Île-de-France.

Ainsi, les publications, les communications au sein de colloques sont soumises à l'accord écrit préalable de la Drac Île-de-France.

Toutefois, par dérogation à ce qui précède, le Titulaire pourra présenter les « prestations » dans leur globalité et/ou des éléments de ces « prestations » (dont photographies) au sein de ses références commerciales/professionnelles et notamment dans le cadre d'autres contrats avec des tiers.

10.7 GARANTIES

Le Titulaire garantit à la Drac Île-de-France être seul Titulaire des droits cédés au titre du contrat et pouvoir en conséquence les céder sans que la Drac Île-de-France ne soit jamais ni recherché ni inquiété à cet égard, pour quelque cause et sur quelque fondement juridique que ce soit et pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le Titulaire fait son affaire d'obtenir de toute personne ayant participé à la création des « prestations », qu'elle soit ou non son salarié, son fournisseur ou son sous-traitant, la cession des droits de propriété littéraire et artistique précités.

Le Titulaire se porte garant à l'égard de la Drac Île-de-France contre toute action en contrefaçon ou plagiat qui pourrait être engagée par tout Titulaire de droit, pour la durée et l'étendue géographique de la présente cession.

Le Titulaire déclare et garantit également à la Drac Île-de-France qu'aucun élément des « prestations » ne saurait porter préjudice à une quelconque personne physique ou morale ou produit et marque que ce soit, notamment au titre du droit des dessins et modèles, du droit des marques, du droit de la concurrence déloyale et parasitaire, du droit des personnes sur leur image, le respect de leur vie privée, de leur honneur ou de leur réputation, et des propriétaires sur leurs biens,

Le Titulaire déclare et garantit également à la Drac Île-de-France qu'il a plein pouvoir et qualité pour consentir les droits cédés par les présentes et que d'une part, ces droits ne sont, ni ne seront en aucune manière cédés, grevés, ni d'une façon quelconque dévolus en faveur d'un tiers et, d'autre part, qu'il n'a fait et ne fera, par le fait d'une cession à un tiers ou par tout autre moyen, aucun acte susceptible de compromettre la présente cession de droits, ou susceptible d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par la Drac Île-de-France des droits qui lui sont consentis par le présent contrat.

En conséquence le Titulaire déclare et garantit également à la Drac Île-de-France contre toute revendication, action qui pourrait être exercée à un titre quelconque par un tiers au préjudice de la Drac Île-de-France et de l'exercice parfait des droits cédés par le présent contrat.

10.8 REMUNERATION

Sauf cession expresse à titre gratuit, il est entendu entre les parties que le prix de la présente cession de droit :

- est conclu à titre onéreux et forfaitaire ;
- est compris dans la rémunération globale due par la Drac Île-de-France soit au titre des prestations forfaitaires soit au titre de chaque bon de commande le cas échéant ;
- est équivalent au pourcentage du prix forfaitaire du rapport d'intervention tel que fixé par le Titulaire ci-dessous :

..... % du prix forfaitaire du rapport d'intervention

Il est expressément convenu que 5% des sommes versées au titre de la rémunération de la présente cession correspondent au droit d'exploiter les « prestations » sur un vecteur imprévisible à la date du présent marché, cédé par le Titulaire à la Drac Île-de-France conformément aux dispositions figurant ci-dessus.

10.9 DROIT MORAL

La Drac Île-de-France s'engage à respecter le droit moral du ou des auteurs des « prestations » conformément aux articles L 121-1 et suivants du Code de Propriété Intellectuelle.

10.10 RESILIATION

Nonobstant la résiliation, résolution, ou annulation du contrat, les droits patrimoniaux se rapportant aux « prestations » réalisées par le Titulaire demeureront acquis à la Drac Île-de-France tant qu'il n'en sera pas décidé autrement, par une décision de justice définitive passée en force de chose jugée.

La résiliation, la résolution ou l'annulation du contrat ne remettra pas en cause les droits acquis par des tiers antérieurement, sous la réserve que ces tiers respectent les conditions de la présente cession,

10.11 PRESTATIONS REALISEES PAR LA DRAC ÎLE-DE-FRANCE ET CONFIEES AU TITULAIRE

Le Titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte du fait de l'exécution des « prestations » sur des prestations ou documents, réalisés par la Drac Île-de-France et/ou tout tiers, et confiés au Titulaire en vue de la réalisation des « prestations » (notamment étude(s) préalable(s)).

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article demeureront en vigueur après la cessation du présent contrat, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de résiliation du présent contrat, qu'il y ait ou non faute du Titulaire

Ainsi, le Titulaire restituera à la Drac Île-de-France, sur simple demande, tous supports ou créations ayant servi à réaliser les « prestations »,

A défaut d'une restitution dans le délai de quatre (4) jours ouvrés suivant la demande, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 6.3 du présent CCAP.

En cas de résiliation du contrat, qu'il y ait ou non faute du Titulaire, cette restitution a lieu au plus tard à la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

10.12 LITIGE

Il est stipulé que tout différend né entre les parties au présent contrat dans l'interprétation et/ou l'exécution du présent article sera, à défaut de résolution amiable, soumis par la partie

la plus diligente, au tribunal de grande instance de Paris, sous réserve des règles impératives de compétence.

ARTICLE 11 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ». Ces règles sont rappelées à l'article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S, en référence duquel est rédigé le présent article.

11.1 DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Pouvoir adjudicateur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Le traitement a pour finalités les stipulations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières. La nature des opérations réalisées sur les données consiste en la consultation, la collecte, l'enregistrement, et le stockage provisoire des données.

Les types de données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, contact téléphonique, courriel, adresse des personnes physiques, adresse IP.

Les catégories de personnes concernées sont : les agents de la DRAC Île-de-France et des services du ministère de la culture, les personnes extérieures partenaires de la DRAC Île-de-France amenées à concourir à l'Opération : Les personnels et prestataires du Diocèse de Paris, les personnels et prestataires du Centre des monuments nationaux..

11.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions du Pouvoir adjudicateur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement le Pouvoir adjudicateur. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit

informer le Pouvoir adjudicateur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

11.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le Titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le Pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si le Pouvoir adjudicateur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du Pouvoir adjudicateur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant le Pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

11.2.2 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au Pouvoir adjudicateur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

11.2.3 Exercice des droits des personnes

Le Titulaire aide le Pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes par courrier électronique à la Déléguée à la Protection des Données par mail à marie.semery@culture.gouv.fr ou par voie postale à la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France, 47 rue le Peletier, 75009 PARIS. Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, le Titulaire a le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

11.2.4 Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie au Pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par tous moyens écrits (courriels, courriers simples et/ou avec AR).

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du Pouvoir adjudicateur, le Titulaire communique, au nom et pour le compte du Pouvoir adjudicateur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

11.2.5 Aide du Titulaire dans le cadre du respect par le Pouvoir adjudicateur de ses obligations

Le Titulaire aide le Pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11.2.6 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.2.7 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

11.2.8 Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au Pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

11.2.9 Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Pouvoir adjudicateur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte du Pouvoir adjudicateur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.2.10 Documentation

Le Titulaire met à la disposition du Pouvoir adjudicateur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Pouvoir adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11.3 OBLIGATIONS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir adjudicateur s'engage à :

- fournir au Titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

ARTICLE 12 CLAUSES DIVERSES

12.1 ASSURANCES

12.1.1 Dispositions générales

Le Titulaire s'engage à maintenir en vigueur ses contrats d'assurance relatifs au présent marché auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables et établies en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés. Ceux-ci concernent tant le Pouvoir adjudicateur que tout tiers intervenant pour son compte ou à sa demande dans le cadre de l'exécution du présent marché ou de l'opération de restauration des œuvres. A ce titre, le Titulaire remet à le Pouvoir adjudicateur des attestations d'assurance en cours tous les 6 mois.

12.1.2 Responsabilité civile professionnelle

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des préjudices de toute nature qui pourraient être causés à toute personne ou à tout bien, appartenant au Pouvoir adjudicateur, ou à des tiers, du fait des prestations objet du marché et de la présence sur les sites d'exécution du marché, soit de lui-même, soit de son personnel, soit des tiers agissant pour son compte, soit de ses fournisseurs. Il justifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle (RCP) qui couvre l'ensemble de ces risques. Le Titulaire justifie que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels et les dommages immatériels.

12.2 RECOURS EN CAS DE LITIGE ET LANGUES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, le tribunal territorialement compétent est, sous réserve des règles impératives de compétence :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 13 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Dérogations au CCAG-FCS :

Articles du présent CCP	Objet	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
1.3	Pièces contractuelles	4
2.4	Mesures de sécurité et protection de la santé des travailleurs	5.3

3.3	Etablissement du mois 0	10.2.4
6.1	Pénalités	14
6.3.5	Pénalités relative la sous-traitance	3.6.3
9.1.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	42
9.1.2	Résiliation aux torts du Titulaire	43.3
9.1.3	Mise aux frais et risques	41 et 45.1
10.7	Cession des droits de propriété intellectuelle	37

ARTICLE 14 VISAS

À 

le 

Cachet et signature du Titulaire précédée de la mention « lu et approuvé »